

COURRIER ARRIVÉ LE

10 JUIN 2025

PETR
Pays Lédonien

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

039-200051225-20251209-DEL_444_5Approb-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Publication : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

PETR / PAYS LEDONIEN
4 avenue du 44ème RI
39000 LONS LE SAUNIER



Alpilles
Ardennes
Armorique
Aubrac
Avesnois

Baie de Somme Picardie maritime

Ballons des Vosges

Baronnies Provençales

Boucles de la Seine Normande

Brenne

Brière

Camargue

Caps et Marais d'Opale

Causses du Quercy

Chartreuse

Corbières-Fenouillèdes

Corse

Doubs-Horloger

Forêt d'Orient

Gâtinais français

Golfe du Morbihan

Grands Causses

Guyane

Haut-Jura

Haut-Languedoc

Haute-Vallée de Chevreuse

Landes de Gascogne

Livradois-Foréz

Loire-Anjou-Touraine

Lorraine

Luberon

Marais du Cotentin et du Bessin

Marais Poitevin

Martinique

Massif des Bauges

Médoc

Millevaches en Limousin

Mont-Ventoux

Montagne de Reims

Monts d'Ardèche

Morvan

Narbonnaise en Méditerranée

Normandie-Maine

Oise-Pays de France

Perche

Périgord-Limousin

Pilat

Préalpes d'Azur

Pyrénées Ariégeoises

Pyrénées Catalanes

Queyras

Sainte-Baume

Scarpe-Escaut

Vercors

Verdon

Vexin français

Volcans d'Auvergne

Vosges du nord

À Lajoux, le 27 mai 2025

Nos réf. : 2025_302_MP_CB

Objet : Avis sur le projet de SCoT révisé

Dossier suivi par Matthieu Peroz : m.peroz@parc-haut-jura.fr et 03 84 34 12 21

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis du Syndicat mixte du Parc, concernant la révision de votre Schéma de cohérence territoriale (SCoT) ; et je vous en remercie.

Après consultation de la commission ad hoc, je vous informe que nous émettons un avis favorable avec quelques remarques que vous trouverez formulées en pièce jointe.

Vous souhaitant d'aboutir rapidement dans votre démarche, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

La Présidente,
Françoise VESPA



Pièce jointe : « Avis concernant le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays Lédonien »



AVIS CONCERNANT LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIAL (SCoT) DU PAYS LÉDONIEN

Contexte juridique

Ce que dit la loi

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) doivent être compatibles avec la Charte d'un Parc (*article L131-1 du Code de l'urbanisme*). Et, en l'absence d'un SCoT, la Charte du Parc s'impose aux documents d'urbanisme locaux dans un rapport de compatibilité (*article L131-7 du Code de l'urbanisme*). Ainsi, il s'agit de ne pas contrarier les orientations stratégiques de la Charte.

Aussi, le Parc est une Personne Publique Associée (PPA) à la procédure d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme (*article L132-7 du Code de l'urbanisme*), et à ce titre, il est amené à émettre un avis sur le projet de schéma ou de plan arrêté (*article L132-11 du Code de l'urbanisme*).

Ce que dit la Charte du Parc naturel régional du Haut-Jura 2010-2025

La Charte couvre 17 communes du Pays lédonien et comporte des orientations stratégiques qui engagent principalement le territoire en matière de documents d'urbanisme à développer :

- les principes d'un urbanisme frugal,
- la qualité paysagère et la transition énergétique,
- la préservation des cœurs de biodiversité et corridors écologiques.

Cet avis porte donc principalement sur ces enjeux.

Une partie supplémentaire de l'avis porte sur l'évolution projetée du Parc naturel régional, qui révisé actuellement sa Charte sur la période 2026-2041 et pourrait s'étendre sur 7 communes supplémentaires.

Analyse du projet au regard de la Charte en application

Concernant la présentation du Parc

Le dossier arrêté présente notamment les 3 axes de la Charte et son impact réglementaire, relève que le Syndicat mixte du Parc a notamment œuvré avec le Pays lédonien dans le domaine du tourisme vert et évoque l'extension du périmètre sur 4 supplémentaires.

> Recommandations : le Parc demande à ce que :

- L'extension du périmètre du PNR soit reprise car elle concerne 7 communes et non 4. Les 3 communes de Bonlieu, St-Maurice-Crillat, La Frasnée sont concernées, ainsi que la seule enclave orientale d'Orgelet.
- Il soit précisé que dans un PNR, la publicité est interdite par le code de l'environnement. Sa réintroduction en zone d'agglomération peut se faire par l'élaboration d'un RLP, conformément à la Charte. Concernant les véhicules à moteurs, la Charte comporte un article établissant les règles de circulation des véhicules à moteur sur les voies et chemins de chaque commune adhérente.

Concernant les principes d'un urbanisme frugal





Le dossier arrêté programme une croissance démographique cohérente de +0,06%/an en 2045, soit +1500 lgts sur Terre d'Émeraude Communauté (TEC), dont :

- le maintien à -0,5%/an de desserrement (de 2,18 à 1,97 pers/mén)
- le maintien du nombre de résidences secondaires (↔ 19% du parc en 2020)

Concernant l'attractivité, il prévoit :

- une réduction du nombre de ZAE, sans possibilité de nouvelle création locale,
- aucun développement d'UTN répertorié,
- 25 ha de grands équipements, (↔ 5% de la consommation) pour l'hôpital, ligne de Revermont, mobilité, équipements multiservices...

Cela amène la programmation d'une urbanisation de :

- 82 ha maximum entre 2021-2030 (soit -50,9% d'après le SRADDET)
- 54 ha maximum entre 2031-2040 (soit -34% supplémentaire)
- 17 ha maximum entre 2041-2045 (soit -21% supplémentaire)

La répartition de l'urbanisation est envisagée selon une armature territoriale en phase avec la Charte et sur TEC sont projetés :

- +600 lgts sans foncier (↔ 40% minimum) avec une vacance moyenne à 7% et la mobilisation de dents creuses entre 500 ou 800 m2 & 2500 m2
- +900 lgts en extension, dont dents creuses ≥ 2500 m2

Les densités seront de :

- ≥ 10 lgt/ha pour les dents creuses ≥ 2500 m2
- Différenciée selon objectif et armature : moyenne de 12 lgt/ha en accueil rural à 25 lgt/ha en maintien de bourg-centre

Aussi, les principes suivants seront appliqués en faveur d'une moindre urbanisation :

- L'optimisation des ZAE existantes (mutualisation de desserte, stationnement, aires logistiques...)
- La densification des secteurs résidentiels (distances aux limites, aux autres bâtiments, hauteurs, coefficient de pleine terre...)
- La compensation, via la restauration et/ou la renaturation, avec 19 sites à remettre en bon état écologique, dont sur le PNR :
 - entre Lavancia-Epercy-Montcusel, entre la Bienne et l'urbanisation : les zones de carrières
 - à Charchilla : secteur de pelouses sèches, milieux ouverts et la présence des carrières
 - au Belvédère du Regardoir : développement de l'urbanisation qui réduisent les continuités des milieux ouverts.

Aucune extension urbaine n'est envisagée en discontinuité de l'urbanisation existante comme les hameaux et groupes de construction. Autour du lac de Vouglans, certaines extensions limitées sont conditionnées pour :

- le port et le camping de l'air du Surchauffant à la Tour-du-Meix en contrebas du Pont de la Pyle,
- le port à Pont-de-Poitte,
- la base nautique de Bellecin à Orgelet,
- la maison isolée (couvent Chartreuse du Vacluse) à Onoz,
- les infrastructures liées au barrage de Vouglans à Cernon,
- le hameau de Gringalet et le port à Barésia-sur-l'Ain,
- le port de la Mercantine et le hameau Trélachaume (et son camping) à Maisod,
- le Regardoir à Moirans-en-Montagne.

Enfin, il est programmé :



- une justification des choix pour limiter la dépendance automobile et renforcer les offres alternatives,
- un réseau d'itinéraires doux connectés aux (...) bourgs-centres, principaux pôles touristiques via leur bourg-centre, gares et stations de transports collectifs,
- des pôles d'échanges multimodaux a minima dans chaque bourg (centre et relais) et chaque gare.

> Observation : /

Concernant la qualité paysagère et la transition énergétique

Les extensions urbaines seront à considérer :

- selon la morphologie urbaine de chaque commune (avec prescription d'urbanisation en 2nd rideau ??)
- selon leur modalité d'implantation.

Le dossier arrêté comporte des prescriptions pour préserver, valoriser et/ou requalifier :

- les éléments paysagers remarquables et de patrimoine vernaculaire (les lisières du village, les murets de pierres, les cours d'eau, les versants boisés, etc.),
- la silhouette de la centralité (...) et les vues remarquables depuis et vers l'espace urbanisé.

Aussi, il organise :

- des OAP en faveur de la performance énergétique des bâtiments existants (en agissant sur l'isolation, le chauffage et refroidissement, l'éclairage),
- un bonus de constructibilité pour les logements dont $\geq -20\%$ de consommation par rapport à la réglementation thermique en vigueur,
- l'amélioration énergétique du bâti existant tout en préservant la qualité urbaine, architecturale et paysagère en secteurs d'intérêt patrimonial (centres anciens, périmètres protégés...) et sur bâti traditionnel,
- des constructions neuves selon les principes du bioclimatisme (compacité, orientations, matériaux...).

> Observation : le dossier ne comporte pas de prescriptions spécifiques visant l'exemplarité énergétiques de certains bâtiments publics.

Concernant la préservation des cœurs de biodiversité et corridors écologiques

Le dossier arrêté demande l'affinage, à l'échelle parcellaire de la TVB du PAS, avec le respect du principe ERC à appliquer et continuité avec les territoires voisins. Il protège des réservoirs à statuts (ex : ZNIEFF1, Natura 2000, APPB...) à définir localement et il prescrit le repérage et la protection de réservoirs complémentaires, dont :

- Ceux des espaces bocagers, où uniquement constructibilité agricole avec trame bocagère,
- Ceux des pelouses sèches et milieux secs, où uniquement équipements réduits non-imperméabilisants du pastoralisme et locaux techniques des administrations si compatibilité avec la protection des espèces patrimoniales,
- Ceux des milieux rocheux et souterrains connus.

Il acte un principe général d'inconstructibilité des milieux et zones humides, zones déjà inventoriées et à inventorier systématiquement en Natura 2000 et dent creuse $> 2500 \text{ m}^2$, mais il permet aussi la possibilité exceptionnelle d'urbanisation, selon un cadre ERC et une compensation selon le SDAGE, à la responsabilité des aménageurs.

Le dossier arrêté réclame :

- la protection stricte, en partenariat avec les structures gestionnaires de l'eau potable, si secteur stratégique pour la protection de la ressource en eau



- 4